

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/4034
8 décembre 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Treizième session
Point 59 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA CONVOCATION D'UNE DEUXIEME CONFERENCE DES NATIONS UNIES
SUR LE DROIT DE LA MER

Rapport de la Sixième Commission

Rapporteur : M. N. AGOLLI (Albanie)

1. A sa vingt et unième séance plénière, le 27 avril 1958, la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a adopté une résolution dont le dispositif est ainsi conçu :

"Prie l'Assemblée générale des Nations Unies d'étudier, lors de sa treizième session (1958), la question de l'opportunité de convoquer une deuxième conférence internationale de plénipotentiaires qui examinerait de nouveau les questions qui n'ont pas reçu de solution au cours de la présente Conférence." 1/

2. Cette question est devenue le point 59 de l'ordre du jour que l'Assemblée a adopté pour sa treizième session, et a été renvoyée à la Sixième Commission.

3. La Commission a examiné ce point de sa 583ème à sa 597ème séances, tenues du 19 novembre au 5 décembre 1958.

Propositions et amendements

4. La Commission a été saisie d'un projet de résolution et d'un amendement à ce texte. Le projet de résolution était présenté par onze Puissances : l'Australie, les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Malaisie, la France, la Grèce, le Honduras, l'Italie, le Libéria, le Nicaragua, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Thaïlande (A/C.6/L.435). Après les trois premiers alinéas du préambule, le projet de résolution se poursuivait ainsi :

1/ Pour le texte intégral de cette résolution, voir Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, documents officiels, Vol. II, séances plénières, p. 164, A/CONF.13/38. Les origines de la résolution sont expliquées dans une note du Secrétaire général (A/3831).

"L'Assemblée générale,

...

Notant qu'aucune proposition relative à la largeur de la mer territoriale ou aux limites des zones de pêche n'a recueilli la majorité des deux tiers requise pour son adoption par la Conférence,

Estimant que le désir d'arriver à un accord sur ces deux problèmes capitaux persiste et qu'un tel accord contribuerait beaucoup à réduire les tensions internationales et à préserver l'ordre et la paix dans le monde,

1. Décide qu'il convient de convoquer une deuxième conférence internationale de plénipotentiaires sur le droit de la mer, qui examinerait de nouveau la question de la largeur de la mer territoriale et celle des limites des zones de pêche;

2. Prie le Secrétaire général de convoquer la conférence en juillet ou en août 1959, à _____;

3. Invite tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les Etats membres des institutions spécialisées à participer à la conférence et à désigner, au nombre de leurs représentants, des experts des questions qui y seront examinées;

4. Prie le Secrétaire général d'inviter les institutions spécialisées et les organismes intergouvernementaux intéressés par les questions qui seront examinées à envoyer des observateurs à la conférence;

5. Prie le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour que le personnel, les services et les installations nécessaires soient mis à la disposition de la conférence et de présenter à la conférence des recommandations relatives aux méthodes de travail et aux procédures à suivre, ainsi qu'à d'autres questions de caractère administratif;

6. Soumet à la conférence, à titre d'information, les documents pertinents de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer tenue en 1958."

5. L'amendement à ce projet de résolution, présenté par le Chili, l'Equateur, l'Inde, l'Irak, le Mexique, le Salvador et le Venezuela (A/C.6/L.440), tendait à ajouter au préambule un cinquième alinéa ainsi conçu :

"Convaincue que, pour parvenir à cet accord, il faut entreprendre des travaux préparatoires considérables afin de s'assurer des chances raisonnables de succès,"

et à remplacer le dispositif par le texte suivant :

/...

"1. Décide d'inscrire le point suivant à l'ordre du jour de la quatorzième session de l'Assemblée générale : 'Procédure à suivre pour parvenir à un accord sur les questions de la largeur de la mer territoriale et des limites des zones de pêche, y compris l'examen de ces questions quant au fond s'il en est ainsi décidé';

2. Décide que toute décision de fond sur ces questions sera considérée comme importante au sens de l'article 85 du règlement intérieur;

3. Considère qu'il y aura lieu, à ladite session, de donner la priorité à ce point de l'ordre du jour et de faire le maximum d'efforts pour aboutir à un accord à son sujet;

4. Invite tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à communiquer leurs observations sur ce sujet au Secrétaire général avant le 30 juin 1959;

5. Prie le Secrétaire général de faire distribuer le texte desdites observations le plus rapidement possible à tous les Etats Membres."

Débat général

6. A l'ouverture du débat, à la 583ème séance, le Président a parlé de la portée de la question dont était saisie la Commission et a fait observer que, bien que la Commission n'eût pas à examiner le fond des questions restées sans solution lors de la première Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, il ne s'agissait pas d'une pure question de procédure. Pour décider s'il fallait ou non convoquer une conférence et, dans l'affirmative, fixer sa date et le lieu où elle se tiendrait, la Commission serait peut-être amenée à aborder certains aspects touchant au fond du problème afin de juger des chances de succès qu'aurait une deuxième conférence. Plusieurs représentants ont appuyé cette déclaration, la considérant comme une interprétation exacte de la portée que devait avoir le débat.

7. Les auteurs de la proposition des onze Puissances (A/C.6/L.435) et les représentants favorables à cette proposition ont jugé qu'il convenait de convoquer

au plus tôt une conférence et, comme l'indique le paragraphe 2 du dispositif de la proposition, ont fixé comme date appropriée, juillet ou août 1959. Certains représentants, tout en appuyant l'ensemble de la proposition, ont considéré qu'une date plus rapprochée, février 1959 par exemple, serait préférable.

8. Diverses raisons ont été avancées à l'appui de cette opinion. Plusieurs représentants ont fait valoir que l'absence d'accord sur la largeur de la mer territoriale et les limites des zones de pêche diminuait la valeur des conventions conclues par la première Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer^{1/} et rendait difficiles leur application pratique et leur interprétation. De même, certains représentants ont déclaré qu'il manquait à ces conventions un fondement essentiel ou qu'elles contenaient des lacunes; d'autres ont estimé que la situation actuelle était anarchique ou, du moins, contribuait à faire naître des différends internationaux sur ces questions et, à cet égard, ont cité le différend entre l'Islande et le Royaume-Uni pour illustrer la nécessité d'un prompt règlement des questions restées sans solution. Plusieurs représentants, partisans de la proposition des onze Puissances, ont reconnu qu'il fallait faire précéder la deuxième conférence de préparatifs suffisants et de consultations entre les Etats afin de s'assurer que toute solution convenue recevrait l'appui nécessaire. Ils ont estimé cependant qu'une grande partie des préparatifs nécessaires avaient déjà été effectués à l'occasion de la première Conférence et que l'on aurait le temps, jusqu'à juillet ou août, d'achever ces préparatifs et de procéder aux consultations préalables de manière à permettre aux Etats d'envisager une deuxième conférence avec un optimisme justifié.

9. Les auteurs de l'amendement des cinq Puissances (A/C.6/L.440), et d'autres représentants partisans de ce texte, ne pensaient pas qu'il fût souhaitable de convoquer une deuxième conférence en juillet ou en août. Plusieurs d'entre eux, tout en donnant leur appui au principe d'une deuxième conférence, ont considéré

1/ La Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë, la Convention sur la haute mer, la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer et la Convention sur le plateau continental; Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, documents officiels, Vol. II, séances plénières, p. 150 à 162 (A/CONF.13/38).

qu'une date aussi proche était prématurée et que l'on irait au devant d'un échec qui compromettrait gravement toute possibilité d'accord. Certains représentants ont nié que la situation actuelle fût "anarchique" ou qu'il existât un "vide juridique" dans les quatre conventions déjà conclues. A leur avis, la situation ne présentait pas l'urgence que les auteurs de la proposition des onze Puissances laissaient supposer; ce qu'il fallait en réalité, c'était une préparation adéquate et complète. Un représentant a déclaré que, puisqu'il s'agissait dans une convention sur ces questions, et par conséquent à une deuxième conférence, de créer une nouvelle règle de droit plutôt que de codifier des règles existantes, il fallait prévoir le temps voulu pour la préparation, de telle sorte que la nouvelle règle générale pût être acceptée par le plus grand nombre possible de pays.

10. Un représentant a posé deux questions aux partisans du projet de résolution des onze Puissances, à savoir quels éléments nouveaux avaient surgi qui permettaient d'espérer qu'une deuxième conférence réussirait, et quelle formule pourrait offrir des chances raisonnables d'aboutir à un accord. A son avis, le seul élément nouveau était défavorable : c'était le différend anglo-islandais au sujet des zones de pêche. De plus, les auteurs du projet de résolution n'avaient présenté aucune nouvelle formule qui n'ait été examinée et rejetée à Genève. Certains représentants ont répondu qu'il n'était pas nécessaire de rechercher des éléments nouveaux et que les résultats de la première Conférence fournissaient des éléments suffisants. D'autres ont décelé un désir général de parvenir à un accord sur les questions en suspens, d'où l'on pouvait espérer que la position des Etats serait suffisamment souple pour qu'on puisse parvenir à un accord. Il a aussi été déclaré que le moment n'était pas venu de présenter des formules qui pourraient être soumises à une deuxième conférence.

11. Une disposition essentielle de l'amendement des sept Puissances était que la question devait être traitée à la quatorzième session de l'Assemblée générale. Aux termes du point 1 de l'amendement, l'Assemblée aurait traité à cette quatorzième session la "procédure à suivre pour parvenir à un accord sur les questions de la largeur de la mer territoriale et des limites des zones de pêche, y compris l'examen de ces questions quant au fond s'il en est ainsi décidé".

/...

12. Cette disposition a trouvé un appui à la fois auprès des représentants qui approuvaient le principe d'une deuxième conférence (mais pas à une date aussi proche que juillet ou août) et auprès de ceux qui estimaient que c'était à l'Assemblée générale d'examiner et de résoudre les questions de fond. Ces derniers voyaient dans l'Assemblée un organe qualifié et suffisamment représentatif, celui où l'on aurait le plus de chances d'aboutir à un accord; en outre, le renvoi de la question à la quatorzième session n'était pas, selon eux, un moyen d'en retarder indéfiniment l'examen. Plusieurs représentants ont pris position contre cette dernière opinion, invoquant pour cela plusieurs raisons. Ils doutaient d'une part que l'Assemblée eût le temps de traiter de ces questions et d'autre part, étant donné sa composition et celle des délégations auprès des Nations Unies, qu'elle fût l'organe approprié. Il était souhaitable, selon eux, de s'assurer la participation de tous les Etats non membres de l'Organisation qui avaient été invités à la première Conférence et d'avoir des délégations comprenant les experts techniques nécessaires. Un représentant a trouvé illogique de renvoyer à l'Assemblée tant les questions de procédure que les questions de fond du moins sous la forme envisagée dans le point 1 de l'amendement; d'autres ont considéré que l'amendement revenait à renvoyer sine die l'examen de la question ou à refuser de donner la moindre réponse à la question soulevée par ce point de l'ordre du jour, question que l'Assemblée avait posée à la Sixième Commission.

13. Le rôle possible de l'Assemblée a aussi été évoqué par un représentant qui a suggéré que l'Assemblée établisse à la présente session un système en vertu duquel le Secrétaire général, ou une commission composée d'Etats moins directement intéressés aux questions controversées, offriraient leurs bons offices pour négocier une solution acceptable.

14. Dans leurs déclarations sur la question générale de l'opportunité d'une deuxième conférence, les représentants ont soulevé plusieurs questions de fond.

15. Les avis ont été partagés sur la largeur de la mer territoriale. Plusieurs représentants ont redit que la limite des trois milles restait à leur avis la seule règle établie de droit international, d'autres ont été d'un avis opposé. Certains ont qualifié la limite de trois milles d'anachronique, d'autres ont nié que la règle eût jamais existé à titre de règle générale, d'autres ont déclaré qu'il

n'existait aucune règle et d'autres que la seule règle véritable qui ressortait de la pratique des Etats, était celle qui reconnaissait les diverses revendications comprises entre trois et douze milles et permettait à chaque Etat de déterminer la largeur des eaux territoriales, en règle générale, à l'intérieur de ces limites. A cet égard, plusieurs délégations se sont référées aux propositions soumises à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer^{1/}, aux résultats du vote dont ces propositions avaient fait l'objet ainsi qu'au tableau synoptique que le Secrétariat avait préparé pour la Conférence et qui indiquait les diverses revendications des Etats^{2/}.

16. Une question connexe, soulevée par un grand nombre de représentants au cours de leurs interventions, a été celle de la validité d'une détermination unilatérale, par un Etat, de l'étendue de sa mer territoriale et de ses zones de pêche. L'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice dans l'Affaire des pêcheries (Royaume-Uni contre Norvège)^{3/} a souvent été mentionné et, encore que deux représentants aient contesté que cet arrêt se rapportât au sujet, plusieurs opinions ont été émises sur l'interprétation à donner à cet arrêt dans la mesure où il traite des rapports entre un acte unilatéral et le droit international.

17. Une autre question qui s'est posée concernait le mandat d'une deuxième conférence. Deux représentants ont demandé instamment qu'elle s'occupe aussi de la question des archipels, tandis que la proposition et l'amendement ne se référaient l'une et l'autre qu'à la largeur de la mer territoriale et aux limites des zones de pêche, et un représentant a formellement déclaré que les chances de succès d'une deuxième conférence risquaient d'être compromises si son mandat était élargi.

1/ Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, documents officiels, Volume III, Première Commission, p. 232, 233, 254, 255, 267, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277 (A/CONF.13/39); et Volume II, Séances plénières, p. 142, 143 (A/CONF.13/38).

2/ A/CONF.13/C.1/L.11/Rev.1 et Corr.1 et 2. Pour plus amples renseignements au sujet de ce tableau, voir la note du Secrétariat (A/C.6/L.438).

3/ Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice, 1951, notamment p. 132, 133.

18. Le différend actuel entre l'Islande et le Royaume-Uni a été fréquemment mentionné^{4/}. Ce différend a généralement été évoqué avec inquiétude et déploré, tant par les représentants des Etats intéressés que par les représentants d'autres Etats.

Vote

19. A sa 596ème séance, le 4 décembre 1958, la Sixième Commission a procédé au vote sur le projet de résolution des onze Puissances et sur l'amendement des sept Puissances s'y rapportant.

20. Sur la suggestion du Président, la Commission a voté d'abord sur le point 1 de l'amendement (A/C.6/L.440) tendant à ajouter un cinquième alinéa au préambule du projet de résolution (A/C.6/L.435). Cet amendement, mis aux voix par appel nominal, a été adopté par 37 voix contre 35, avec 8 abstentions; les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Arabie Saoudite, Argentine, République socialiste soviétique de Biélorussie, Brésil, Bulgarie, Chili, Colombie, Equateur, Ethiopie, Ghana, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Islande, Liban, Libye, Maroc, Mexique, Népal, Panama, Paraguay, Pérou, Pologne, République Arabe Unie, Roumanie, Salvador, Tchécoslovaquie, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie.

Ont voté contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Ceylan, Chine, Cuba, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Malaisie, France, Guatemala, Haïti, Honduras, Iran, Irlande, Israël, Italie, Japon, Laos, Libéria, Luxembourg, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Thaïlande, Turquie, Union Sud-Africaine.

Se sont abstenus : Birmanie, Bolivie, Cambodge, Costa-Rica, Finlande, Grèce, Jordanie, Philippines.

21. La Commission a ensuite voté par appel nominal sur le point 2 de l'amendement et l'a rejeté par 38 voix contre 37, avec 5 abstentions; les voix se sont réparties comme suit :

^{4/} Voir ci-dessus par. 8 et 10.

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Arabie Saoudite, Argentine, République socialiste soviétique de Biélorussie, Brésil, Bulgarie, Chili, Colombie, Equateur, Ethiopie, Ghana, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Islande, Liban, Libye, Maroc, Mexique, Népal, Panama, Paraguay, Pérou, Pologne, République Arabe Unie, Roumanie, Salvador, Tchécoslovaquie, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie.

Ont voté contre : Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Canada, Ceylan, Chine, Cuba, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Malaisie, France, Guatemala, Haïti, Honduras, Iran, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Laos, Libéria, Luxembourg, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Thaïlande, Turquie, Union Sud-Africaine.

Se sont abstenus : Birmanie, Cambodge, Costa-Rica, Finlande, Grèce.

22. La Commission a ensuite voté par appel nominal sur le projet de résolution des onze Puissances, sous sa forme modifiée, et l'a adopté par 42 voix contre 28, avec 9 abstentions; les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Australie, Autriche, Belgique, Birmanie, Bolivie, Cambodge, Canada, Ceylan, Chine, Cuba, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Malaisie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Iran, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Laos, Libéria, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Thaïlande, Turquie, Union Sud-Africaine.

Ont voté contre : Albanie, Argentine, Bulgarie, Chili, Colombie, Equateur, Ethiopie, Hongrie, Irak, Liban, Libye, Maroc, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Pologne, République Arabe Unie, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Salvador, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen.

Se sont abstenus : Arabie Saoudite, Brésil, Costa-Rica, Finlande, Ghana, Inde, Indonésie, Islande, Yougoslavie.

/...

23. La Commission a procédé à un vote à main levée sur le lieu de réunion, à insérer dans l'espace laissé en blanc au paragraphe 2 du dispositif de la résolution qu'elle avait adoptée; il y a eu 44 voix en faveur de l'Office européen des Nations Unies à Genève, et 12 en faveur du Siège, à New-York.

Date et lieu de réunion de la conférence

24. Ainsi qu'il ressort du paragraphe précédent, la Commission a exprimé par un vote sa préférence pour l'Office européen des Nations Unies à Genève. Cependant, deux représentants ont fait observer que Paris serait un lieu de réunion approprié et le représentant de la France a déclaré qu'il demanderait des instructions à son Gouvernement.

25. Certains représentants ont également précisé qu'en exprimant une préférence pour Genève, ils n'entendaient nullement se départir de leur opposition à la convocation d'une conférence en juillet ou en août 1959.

26. La Commission était également saisie d'un état des incidences financières (A/C.6/L.441) du projet de résolution contenu dans le document A/C.6/L.435; on y trouvait, notamment, un tableau comparatif des frais qu'entraînerait la convocation de la conférence en juillet ou en août, d'une part à New-York, d'autre part à Genève. Après avoir examiné ce document, la Commission a décidé de confier au Secrétaire général le soin de fixer, après avoir consulté les délégations, la date exacte de la conférence.

Recommandation de la Sixième Commission

27. En conséquence, la Sixième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Convocation d'une deuxième conférence des Nations Unies
sur le droit de la mer

L'Assemblée générale,

Ayant reçu la résolution adoptée le 27 avril 1958 par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer^{1/}, dans laquelle celle-ci la priait d'étudier à sa treizième session la question de l'opportunité de convoquer une deuxième conférence internationale de plénipotentiaires qui examinerait de nouveau les questions qui n'ont pas reçu de solution au cours de la première Conférence,

Rappelant que la Conférence a apporté une contribution historique à la codification et au développement progressif du droit international en préparant et en ouvrant à la signature des conventions sur presque tous les sujets traités dans le projet d'articles de la Commission du droit international sur le droit de la mer,

Notant qu'aucune proposition relative à la largeur de la mer territoriale ou aux limites des zones de pêche n'a recueilli la majorité des deux tiers requise pour son adoption par la Conférence,

Estimant que le désir d'arriver à un accord sur ces deux problèmes capitaux persiste et qu'un tel accord contribuerait beaucoup à réduire les tensions internationales et à préserver l'ordre et la paix dans le monde,

Convaincue que, pour parvenir à cet accord, il faut entreprendre des travaux préparatoires considérables afin de s'assurer des chances raisonnables de succès,

1. Décide qu'il convient de convoquer une deuxième conférence internationale de plénipotentiaires sur le droit de la mer, qui examinerait de nouveau la question de la largeur de la mer territoriale et celle des limites des zones de pêche;

^{1/} Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, documents officiels, Vol. II, Séances plénières, p. 164, document A/CONF.13/58.

2. Prie le Secrétaire général de convoquer la conférence en juillet ou en août 1959, à l'Office européen des Nations Unies, à Genève;

3. Invite tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les Etats Membres des institutions spécialisées à participer à la conférence et à désigner, au nombre de leurs représentants, des experts des questions qui y seront examinées;

4. Prie le Secrétaire général d'inviter les institutions spécialisées et les organismes intergouvernementaux intéressés par les questions qui seront examinées à envoyer des observateurs à la conférence;

5. Prie le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour que le personnel, les services et les installations nécessaires soient mis à la disposition de la conférence et de présenter à la conférence des recommandations relatives aux méthodes de travail et aux procédures à suivre, ainsi qu'à d'autres questions de caractère administratif;

6. Soumet à la conférence, à titre d'information, les documents pertinents de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer tenue en 1958.
